

Moins d'Humains pour sauver notre futur



Territoire peu accueillant pour une population croissante

Ce papier met l'accent sur la problématique démographique. Les difficultés que nous rencontrons pour gérer la crise environnementale résident dans le fait que notre cerveau, adapté à l'environnement de l'époque Paléolithique, n'est pas adapté à gérer l'environnement dans lequel nous vivons aujourd'hui. Il nous faudra un sursaut de conscience pour réagir, et le temps presse.

Toutes les espèces animales tendent à croître. Elles ne cessent de le faire que lorsque la surexploitation de leur écosystème leur impose de décroître ou disparaître. Si la réduction de notre consommation est la priorité, on ne peut continuer d'ignorer la question démographique.

Est-ce si inhumain que dire que se reproduire n'est pas une fin en soi ? Quelle différence y aurait-il de préférer que l'on soit 10 ou 15 milliards plutôt que 2 ou 5 ? Emmanuel Kant nous dirait que l'expansion démographique n'a pas de nécessité déontologique, à l'inverse de René Descartes, ou des versets bibliques (Genèse 1:28): «Soyez féconds, multipliez, remplissez la terre, et l'assujettissez; et dominez sur les poissons de la mer, sur les oiseaux du ciel, et sur tout animal qui se meut sur la terre...»

Rappelons que pendant une grande partie de l'existence du genre Homo, sa population était de l'ordre de 10 000 individus. Il y a 50 000 ans, nous étions à peu près 1,5 millions. Dès le néolithique, la population va croître de façon exponentielle. Depuis les cinquante dernières années, notre population a davantage crû que durant les 300 000 années précédentes, d'où le terme de «grande accélération» : 1,6 milliards en 1900, 2,5 milliards en 1950, 6,1 milliards en 2000 et 7,8 milliards en 2021. Ajoutons les milliards d'animaux domestiques (d'élevage ou de compagnie), sorte d'extension de l'espèce humaine ayant un rôle majeur dans le déséquilibre du système Terre.

Mais cette croissance ne saute pas aux yeux: nous sommes dans l'incapacité cognitive d'en saisir la brutalité. Nous souffrons d'un biais qui nous empêche de saisir les trajectoires exponentielles ou hyperboliques; rien dans la brièveté de nos vies ne permet d'en faire l'expérience. La prise de conscience est tardive et intervient à un moment où il n'est plus possible de contrôler le phénomène.

Nos logiques économiques de court terme apparaissent absurdes sur le long terme. Par exemple il faut stimuler la croissance démographique car les actifs financent les pensions de retraite. Mais comme les actifs d'aujourd'hui seront les retraités à venir, le mouvement doit toujours croître. Jusqu'à quand? Aucun système en équilibre n'est capable d'absorber la prolifération d'une espèce, qui plus est d'une espèce aussi invasive, productrice et consommatrice d'énergie que la nôtre.

Une modification de notre comportement peut-elle avoir un effet sur la préservation du bien commun? L'impact d'un individu est d'un dixième si la communauté comprend 10 personnes. A 8 milliards, mon impact est donc de 1 sur 8 milliards, soit epsilon. Non seulement nous sommes trop nombreux pour pouvoir échanger, mais surtout nous percevons qu'une modification de notre propre comportement n'aura pas d'impact.

Il s'agit du problème de l'incommensurabilité entre l'action individuelle et l'action collective. Ce type de raisonnement est un alibi classique que nous nous donnons pour continuer de consommer et de participer activement à la destruction du bien commun. Or l'évolution nous a dotés d'un cerveau aux capacités telles qu'il est désormais dangereux d'obéir au déterminisme biologique le plus universel qui soit: croître et se reproduire. Nous ne pouvons plus nous comporter comme des rats qui prolifèrent sur l'île qu'ils ont colonisée. La prise de conscience de l'absurdité de la croissance, économique ou démographique, devrait nous conduire à nous libérer du joug imposé par les forces évolutives.

Le fait de mettre un enfant au monde contribue à accentuer sa propre empreinte écologique: une évidence incontestable. Nous disposons de deux leviers d'action en vertu de l'équation de Kaya: $I = P \times A \times T$. Pour diminuer un impact écologique (I) donné, le niveau de consommation et de richesse (A) ne peut s'accroître que si la population (P) diminue et/ou si l'efficacité technologique (T) augmente.

Le levier technologique doit poursuivre l'objectif d'améliorer nos conditions de vie à l'intérieur des limites de la planète, et non celui de l'enrichissement personnel. Ce n'est pas l'orientation prise par nos sociétés.

Le second levier, sujet tabou, est la démographie qu'il convient de traiter rationnellement. Pas question d'opposer les partisans d'une absence de contrôle démographique avec les malthusiens. On peut envisager un contrôle démographique sans élitisme, sans eugénisme, et sans racisme. La production de richesses étant tributaire des ressources de notre écosystème, la part qui revient à chacun est nécessairement fonction du nombre total.

Faute de contrôle démographique, il faudra s'attendre à un effondrement de grande ampleur, tel qu'on l'observe chez toutes les espèces dans un écosystème limité. Les exemples sont légions: lisez «*Collapse*» (*Effondrement*), de Jared Diamond.

Pour réguler la population humaine, deux impératifs: une approbation démocratique et une application rigoureusement identique pour tous. L'a-t-on seulement ne serait-ce qu'évoqué durant la campagne des présidentielles? Que nenni. Ça ne va pas être simple!

Bruno Bourgeon <http://www.aid97400.re>